

## **Déclaration du représentant de la République d'Argentine**

Tout d'abord, je tiens à présenter mes salutations au Président du FIDA, M. Hounbo, aux hauts fonctionnaires et aux délégations présentes à la quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs.

Les effets de la pandémie de COVID-19, qui continuent de se faire sentir, se sont traduits dans le monde entier par une vulnérabilité sociale sans précédent. Les derniers indicateurs mondiaux le montrent: de plus en plus de gens ont faim.

Il est impératif d'œuvrer de manière multilatérale à un relèvement inclusif et durable, résilient aux changements climatiques, et de riposter ainsi à la triple urgence actuelle, qui est économique, sociale et environnementale.

Vous ne l'ignorez pas, le modèle de production argentin est tourné vers l'agroalimentaire, ce qui rend le pays particulièrement vulnérable aux changements climatiques. Il y a lieu ici de relever les pratiques agricoles innovantes des producteurs argentins, qui contribuent à la durabilité des systèmes de production, au développement des économies régionales et aux efforts d'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale.

Dans notre pays, près de 77% des installations agricoles et d'élevage relèvent de l'agriculture familiale, un secteur particulièrement vulnérable aux changements climatiques. Il faut donc leur fournir un appui financier accessible, en accordant une attention particulière aux femmes et aux jeunes ruraux, afin de réduire et d'atténuer les risques environnementaux, d'atteindre la sécurité alimentaire et d'améliorer les moyens d'existence des populations rurales.

Compte tenu des objectifs fixés, il est primordial de bénéficier du soutien des organismes de développement et de coopération multilatéraux tels que le FIDA pour accéder aux financements nécessaires à un développement équitable, inclusif, souverain et aligné sur les objectifs de développement durable et la lutte contre les changements climatiques.

Le FIDA doit continuer de soutenir les pays à revenu intermédiaire et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, pays touchés par le fléau de l'insécurité alimentaire et pourtant essentiels à la viabilité financière du Fonds. Nous considérons donc qu'il est primordial de renforcer le Mécanisme d'accès aux ressources empruntées et d'éviter la pondération de variables standard telles que la notation de crédit et le produit intérieur brut par habitant dans la répartition des financements.

La vision faisant des pays à revenu intermédiaire un ensemble uniforme n'est plus d'actualité. Aujourd'hui, la majeure partie de la population pauvre dans le monde vit dans des pays de la catégorie des pays à revenu intermédiaire, pays dont les profondes inégalités sociales doivent entrer en ligne de compte dans la réflexion sur la structure du financement international du développement.

La République d'Argentine considère le FIDA comme un partenaire de poids pour le développement agricole durable et l'éradication de la pauvreté rurale. Au fil des années, notre pays a fait preuve d'un engagement indéfectible auprès du FIDA, en participant aux diverses capitalisations et en versant ses contributions en temps voulu et en bonne et due forme, en dépit de ses nombreuses difficultés financières.

Pour conclure, nous espérons, à ce Conseil des gouverneurs, pouvoir nous mettre d'accord sur les orientations fondamentales à suivre pour renforcer le rôle du FIDA, mobilisateur de fonds en faveur du développement économique des populations rurales les plus vulnérables.

Je vous remercie.